

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/Q1/CYP/1**

**G/SCM/Q1/CYP/1**

27 novembre 1997

(97-5231)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Réponses de CHYPRE aux questions posées par HONG KONG<sup>1</sup>

La Mission permanente de Chypre a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 novembre 1997.

#### Question 1

**Dans sa notification Chypre a informé le Comité qu'elle avait entrepris une révision de sa réglementation antidumping afin de la rendre conforme aux dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC ('l'Accord').**

- a) **La réglementation antidumping a-t-elle force de loi? Dans l'affirmative, Chypre pourrait-elle faire savoir au Comité si elle a l'intention de la notifier et quand? Si ce n'est pas le cas, peut-elle expliquer pourquoi?**

#### Réponse

La réglementation antidumping a force de loi. Les textes en vigueur étant en cours de modification afin d'être mis en conformité avec les dispositions permanentes de l'Accord de l'OMC, la nouvelle réglementation sera notifiée dès que son élaboration sera achevée.

- b) **Quel est le statut juridique de l'Accord dans le système juridique chypriote? A-t-il force de loi au même titre que les lois nationales? Les autorités antidumping sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord au cours d'une procédure? Si une disposition de la législation chypriote est en contradiction avec l'Accord, lequel des deux textes prime?**

#### Réponse

En vertu de l'article 169 du texte suprême, la Constitution de Chypre, les accords internationaux incorporés à la législation priment le droit interne/national, sous réserve que les conditions énoncées à l'article 169.3 de la Constitution soient respectées.

---

<sup>1</sup>G/ADP/W/343-G/SCM/W/351.

Ainsi, en cas de conflit entre le droit interne et l'Accord (après incorporation à la législation), ce sont les dispositions de l'Accord qui priment.

- c) Comment Chypre assurera-t-elle le respect des dispositions de l'Accord avant que ses lois ne soient rendues totalement conformes à cet accord?**

Réponse

Comme on l'a vu dans la réponse à la question 1 b), en vertu de l'article 169.3 de la Constitution de Chypre "... les traités et les accords internationaux priment toute loi interne à condition ...". Chypre assure donc le respect des dispositions de l'Accord avant que ses lois ne soient rendues conformes aux dispositions des accords internationaux.

- d) Selon quel calendrier la révision s'effectuera-t-elle et quand d'éventuels amendements seront-ils apportés à la législation en vigueur?**

Réponse

La révision de la législation devrait être achevée en 1998.

**Question 2**

**Quelles procédures Chypre a-t-elle mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?**

Réponse

Les procédures en matière de révision judiciaire sont définies à l'article 146 de la Constitution, dont le libellé est le suivant:

ARTICLE 146

1. La Cour suprême constitutionnelle a compétence exclusive pour statuer en dernier ressort sur tout recours porté devant elle contre toute décision, acte ou omission de tout organe, instance ou personne, exerçant des pouvoirs exécutifs ou administratifs, contraire à toute disposition de la présente Constitution ou de toute loi, dû à un excès ou un abus de pouvoir de la part dudit organe, de ladite autorité ou de ladite personne.
2. Ce recours peut être introduit par une personne dont ladite décision, ledit acte ou ladite omission lèse directement un intérêt légitime existant, qu'elle détient en tant qu'individu ou en tant que membre d'une communauté.
3. Ce recours doit être introduit dans les 75 jours suivant la date où la décision ou l'acte ont été publiés ou, en l'absence de publication lorsqu'il s'agit d'une omission, où ils sont arrivés à la connaissance de l'auteur du recours.
4. Devant un tel recours la Cour peut, dans sa décision:
  - a) confirmer, en totalité ou en partie, ladite décision, ledit acte ou ladite omission;

- b) déclarer ladite décision ou ledit acte nul et non avenue et sans effet, en totalité ou en partie;
  - c) déclarer que ladite omission, en totalité ou en partie, constitue un manquement et que ce qui a été omis aurait dû être accompli.
5. Toute décision rendue en vertu du paragraphe 4 du présent article lie tous les tribunaux et tous les organes ou instances de la République et l'organe, l'instance ou la personne concernés doivent s'y conformer et lui donner effet.
6. Quiconque est lésé par une décision ou un acte déclaré nul et non avenue en vertu du paragraphe 4 du présent article ou par une omission dont il a été déclaré, en vertu dudit article, qu'elle est un manquement, est en droit, si sa plainte n'a pas été réglée à sa satisfaction par l'organe, l'instance ou la personne concernée, de saisir la justice pour obtenir des dommages et intérêts ou une autre forme de réparation, et d'obtenir des dommages et intérêts justes et équitables, sur décision d'un tribunal, ou d'obtenir toute autre réparation, juste et équitable que ledit tribunal est autorisé à accorder.

Le seul tribunal compétent en matière de révision judiciaire est donc la Cour suprême. En tout état de cause, il y a lieu de noter qu'aucune procédure en rapport avec la réglementation antidumping n'est en cours actuellement.

Si des procédures additionnelles sont nécessaires, il importe de veiller à les mettre en place de façon à ne pas contrevenir à quelque article que ce soit de la Constitution de Chypre.

### **Question 3**

**Quelles sont la politique et la législation de Chypre en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?**

S'il faut mettre en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC, les dispositions de la Constitution de Chypre s'appliqueront.